l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 11
dimanche 12
décembre 1976

No 583

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Nouvelle étape dans l'application du plan Barre

RIPOSTONS A L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE !

La bourgeoisie annonce en ce moment par différents canaux des nouvelles toutes plus alarmantes les unes que les autres sur la poursuite de la crise et les sacrifices que les travailleurs devraient selon elle consentir.

Le Conseil économique craint que l'augmentation du produit national brut soit loin d'atteindre les 4,8 % escomptés par le gouvernement... ce qui veut dire concrètement augmentation du chômage.

Par ailleurs, les milieux gouvernementaux ne sont «plus très sûrs» que la hausse des prix sera limitée à 6,5 %. Alors qu'on approche du 1er janvier, date limite du «blocage des prix», ils laissent entendre qu'une augmentation plus forte ne serait pas impossible par la faute «des pays producteurs de pétrole».

Certes ces déclarations correspondent à l'aggravation de la crise capitaliste dont les conséquences se font de plus en plus lourdes.

Mais si la bourgeoisie fait un tel tapage c'est surtout pour faire avaler la pilule aux travailleurs sous couvert de partage des sacrifices. Elle s'apprête en effet à poursuivre l'application du plan Barre, à intensifier son offensive contre le pouvoir d'achat des travailleurs, à tenter de préserver ses profits en reportant sur eux tout le poids de la crise.

Ce plan, elle voudrait bien essayer de le faire passer en douceur en dosant de façon savante la carotte et le bâton, la démagogie et les menaces.

C'est dans ce but qu'elle annonçait en même temps un soi-disant «maintien du pouvoir d'achat», au lieu de son «augmentation», un blocage des prix, des réductions du budget de l'État, etc... Elle cherchait à rassurer les travailleurs tout en faisant mine de faire les premiers «sacrifices».

En fait de blocage des prix, elle a augmenté l'essence, la vignette et divers produits alimentaires. En fait de réduction des dépenses, ce sont les dépenses de santé des travailleurs auxquelles elle s'attaque en voulant supprimer le remboursement de certains médicaments et en laissant maintenant planer la menace de fermeture des dispensaires de quartier.

Quant à l'augmentation d'impôts, elle est bien plus lourde bien sûr que ce que Barre avait avancé. L'impôt «exceptionnel» qui d'après le ministre de l'Agriculture lui-même, «va servir à bien des choses» et sûrement pas en tout cas à aider vraiment les petits paysans en difficulté du fait de la sécheresse, touche de larges catégories de travailleurs.

D'autre part, les impôts dits locaux dont la date a comme par hasard été avancée cette année (si ça continue on les payera deux fois l'an) ont augmenté de 10 à 30 %, et plus, ce qui représente une rentrée supplémentaire considérable pour l'État. Ils touchent la classe ouvrière d'autant plus durement que 7 millions des travailleurs qu'ils frappent ont des revenus si bas qu'ils ne sont pas «imposables».

Tout en augmentant ses impôts divers la bourgeoisie s'apprête à s'attaquer aux salaires que perçoivent les ouvriers. Le gouvernement annonce pour cela toute une série de mesures démagogiques concernant notamment les travailleurs postés et les femmes en période de grossesse. Sous prétexte d'«humaniser», et d'améliorer les conditons de travail c'est les salaires qu'il veut réduire. Il considère comme un test en la matière l'amputation de pouvoir d'achat à laquelle il veut contraindre les travailleurs d'EDF-GDF.

Des hauts-fonctionnaires de l'Hôtel Matignon proches de Barre ont déclaré : «Si le conflit éclate, le gouvernement tiendra bon».

Mais l'inquiétude dont font preuve les différents clans bourgeois, leurs efforts pour renforcer l'appareil répressif d'État montrent que la classe bourgeoise ne se fait pas d'illusion sur la riposte des travailleurs. Ceux-ci montreront qu'ils sont décidés à ne pas faire les frais d'une crise dont la responsabilité incombe au seul capital.

Dialogue flics-PCF à l'hôtel Lutetia

DES CRS «AUX COULEURS DE LA FRANCE»

A l'approche des élections, tous les partis bourgeois se livrent à d'intenses préparatifs pour consolider leurs positions dans la police. Les dirigeants du PCF en particulier multiplient les initiatives de façon à avoir des flics qui leur soient dévoués en cas d'arrivée au pouvoir.

C'est ainsi que mercredi soir ils organisaient une discussion avec la police dans les salons de l'Hôtel Lutétia à Paris.

Comme entrée en matière, Louis Baillot, membre du Comité central du PCF, déclarait : «La police doit rester en permanence au service du peuple»... «Elle est nécessaire aujourd'hui comme elle le sera demain».

Les flics qui quotidiennement font la chasse aux immigrés, aux jeunes, qui agressent les travailleurs, devenant au service du peuple, n'est-ce pas là tout un programme ?

D'autant plus que répondant à une question, Baillot écartait l'idée de toute «épuration» de la police :

«Nous ferons confiance aux gens en place, en leur demandant de faire loyalement leur métier de fonctionnaires», déclarait-il.

Quant aux CRS, ils peuvent être tranquilles également. A la question : «Que ferez-vous des CRS ?», Baillot répondait sans complexes : «Nous voulons qu'elles soient utilisées dans une véritable fonction de police».

Et il ajoutait :« Nous sommes conscients du besoin d'un corps susceptible de répondre à un coup de force quelconque»... Puis pour la galerie, il s'exclamait :« Mais il ne faut pas que ce corps soit utilisé contre les travailleurs». Contre qui alors ?

Les CRS qui matraquent aujourd'hui les travailleurs pourraient devenir demain des défenseurs des travailleurs si l'on croyait les balivernes de ces messieurs.

Quant à la gendarmerie mobile, il n'est pas question non plus de la supprimer, on parle seulement d'une réduction d'effectifs. Des gendarmes mobiles «au service du peuple», c'est pas beau, ça ?

Tout ceci confirme pleinement ce qu'on savait déjà depuis longtemps : pour le PCF, le seul problème est de prendre la direction de l'appareil de répression de la bourgeoisie pour s'en servir pour son propre compte, contre les travailleurs et le peuple. Les CRS «démocratiques» n'ont pas à craindre le chômage...

Avec le PCF au ministère de l'Intérieur, le «travail» ne manquera pas. Ne reproche-t-il pas dès aujourd'hui à Poniatowski de mal remplir ses fonctions. Dans ses municipalités, il ne cesse de réclamer plus de commissariats et d'effectifs pour assurer la «sécurité». Alors qu'est-ce que ce serait s'il était au gouvernement ?

«Détente» internationale

LES ILLUSIONS PERDUES

La «Détente», vous connaissez ? C'est un gadget dont on a beaucoup parlé il y a deux ans, lors de la conférence d'Helsinki. En gros ça voulait dire : il n'y aura plus de guerre, surtout en Europe, on va limiter les armes, les alliances militaires existent toujours, mais comme il n'y aura plus de guerres, elles ne servent plus à rien et on nous expliquait que l'URSS, comme d'ailleurs les USA étaient des pays bien gentils et que de toute façon, aucun gouvernement ne serait assez fou pour déclencher une guerre qui se terminerait fatalement en Apocalypse généralisée.

Il y avait bien, à cette époque des pays et des voix qui disaient que tout ça c'était du bidon et de la poudre aux yeux. La Chine mettait l'Europe en garde contre le danger social-impérialiste, l'Albanie parlait de «Conférence de l'Insécurité européenne», en France, les Marxistes-Léninistes parlaient du danger de guerre mondial mais enfin, on pouvait un peu avoir l'impression qu'ils prêchaient dans le désert tant le climat apparent était à la «détente».

La grande presse parlait de «l'esprit d'Helsinki» avec attendrissement. Il faut dire que la campagne était bien orchestrée. Au niveau international, l'URSS faisait grand bruit de son désir de paix, un peu trop même... Le relais était pris en France par le PCF et par d'autres fractions de la bourgeoisie, bref, on baignait dans un bain euphorisant, ça y est, on avait bien fait «la der des der» et l'arme atomique par son caractère redoutable même, apparaissait comme un gage de paix car qui pourrait jamais être assez fou pour l'employer ?

(Suite p. 2)

Péchiney-Ugine-Kulhmann

Profit capitaliste maximum et lutte de classe

p 8

le monde en marche

Hausse des prix en URSS

Les autorités révisionnistes soviétiques viennent de rendre publique l'augmentation du prix notamment des automobiles, des meubles et des journaux. Des rumeurs persistantes circulent à Moscou sur un nouveau et prochain train de hausse qui toucherait à son tour l'essence, les taxis, le téléphone, les chaussures et les vêtements. Bien entendu, l'agence Tass annonce que toutes ces mesures n'ont qu'un «caractère provisoire», ce qui ne trompe personne, en ajoutant avec une belle impudeur qu'une «telle pratique n'enfreint nullement la stabilité des prix de détail».

C'est pourtant de 30 à 100 % qu'augmenteront les hebdomadaires et les mensuels à compter du 1 er janvier prochain, sauf bien entendu les feuilles de propagande officielle de la clique du Kremlin, telle «La Pravda» ou les «Izvestia» qui continueront d'être vendues à perte.

La voiture la plus populaire en URSS, la «Jigoulli», (équivalent de la Fiat 124) passerait de 6000 roubles (40 000 F environ) à 7500 ou 7800 roubles (50 000 à 52 000 F).

L'essence qui coûte actuellement 10 Kopeks (60 centimes) augmenterait de 20 %, les meubles de 25 %, le prix des chaussures déjà très élevé (60 roubles soit 400 F en moyenne) et des bottes (indispensables en hiver : 600 F en moyenne) subiraient également une hausse; alors que le salaire mensuel moyen de l'ouvrier soviétique, selon les statistiques officielles est de 146 roubles (973 f). Pourtant un récent article de l'hebdomadaire soviétique destiné uniquement à l'étranger, «les nouvelles de Moscou» affirmait que l'inflation était impossible en URSS et qu'elle ne peut être importée de l'occident».

Voilà Brejnev pris en flagrant délit de mensonges !

«Détente» internationale

LES ILLUSIONS PERDUES

Suite de la p.1.

Or, aujourd'hui, 2 ans après, et alors que se prépare pour juin 77 la conférence de Belgrade, nouvelle édition d'Helsinki, il semble que le bilan de cette «détente» soit assez intéressant à tirer.

Il y a quelques jours, le pacte de Varsovie faisait à l'Otan une proposition en 2 points : tout d'abord un projet de traité selon lequel les 2 blocs s'engageaient à ne jamais utiliser le premier l'arme atomique, ensuite un gel des alliances au point où elles en sont, c'est à dire qu'aucun autre pays ne devrait entrer dans l'un ou l'autre bloc. La réaction de l'Otan ne s'est pas fait attendre : avant même que la conférence ne soit commencée, (elle se tient la semaine prochaine à Bruxelles), on sait déjà que la première proposition est catégoriquement rejetée et que la seconde a bien peu de chances d'aboutir.

En effet, l'essor de la puissance militaire russe, en Europe a réellement été tel ces dernières années, que, sur le plan conventionnel comme sur le plan nucléaire, elle surpasse actuellement nettement les forces de l'OTAN en Europe.

Il ne resterait plus à celle-ci que la riposte nucléaire en cas d'agression conventionnelle, forme première la plus probable d'une agression soviétique. C'est pour cela qu'elle refuse de se priver de la possibilité d'utiliser la première la bombe atomique.

En ce qui concerne le second point de la proposition du Pacte de Varsovie, il touche particulièrement le problème de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Les contradictions profondes de l'après franquisme rendent maintenant envisageable cette entrée alors que jusqu'ici de nombreux obstacles s'y opposaient. La question géographique de l'Espagne est tout à fait stratégique puisqu'elle contrôle, avec le Maroc le détroit de Gibraltar, passage de la Méditerranée à l'Atlantique.

Accroissement record des armements soviétiques

Un autre point est actuellement au centre des préoccupations de nombreuses conférences, tant au niveau international qu'aux différents niveaux nationaux, en Europe. C'est le problème du renouvellement du matériel militaire.

L'URSS détient encore une fois le record dans ce domaine avec la mise en chantier d'une nouvelle série de porte-avions du type «Kiev» (24 en tout seraient prévus) dotés d'avions Yak 36 à décollage vertical, avec l'apparition d'armes toutes nouvelles telles le Missile SS-X 20 à portée intermédiaire ou un récent modèle de radar fonctionnant en ondes courtes à hautes fréquences, ce qui lui permet de surveiller désormais toutes les parties du monde. Ce radar est tellement puissant (plusieurs milliers de Kilowatts) que toutes les communications en ondes courtes sont perturbées en Norvège.

Les inquiétudes de l'OTAN

Côté OTAN, on s'inquiète fort devant cela, à tel point même, que le Général Hill-Norton, Président du Comité Militaire de l'OTAN va donner une conférence de presse sur l'accroissement du potentiel militaire soviétique.

On n'en reste cependant pas là non plus côté armement. On parle de l'acquisition de 27 «radars volants», des Boeing 707 dotés de radars de détection lointaine, ce système baptisé «AWACS» sillonnerait le ciel en permanence et est chiffré, pour l'instant à 2,4 milliards de dollars; on parle aussi beaucoup de standardisation, sur les normes américaines, d'équipements de différents pays de l'OTAN.

Cela concernerait, entre autre les missiles anti-navires (!...), les canons de 155 mm différentes armes portatives d'infanterie.

«La guerre existera tant qu'existera l'impérialisme»

Bref, d'un côté comme de l'autre, mais néammoins plus d'un côté que de l'autre, on prépare ouvertement la guerre. Quant à la «détente», oh ! on en parle toujours mais ce ne sont plus tout à fait les mêmes qui font rire. Il faut dire aussi que, dans ce domaine, comme dans de nombreux domaines de politique internationale, le gouvernement français est passé maitre en matière d'incohérence. Tout en admettant que les développements des relations Est-Ouest sont préoccupants, il réaffirme la confiance dans la «détente» et pense qu'il serait dangereux de remettre en cause «le processus engagé» avec Moscou.

C'est là prendre ses désirs pour des réalités et rendre le thermomètre responsable du froid. Ce n'est pas le manque de détente qui est responsable de la rivalité accrue des deux superpuissances mais bien la nature impérialiste de celles-ci.

Dans la situation actuelle, la «détente» ne sera jamais qu'un mot et un mot dangereux car son effet démobilisateur ne peut que profiter aux visées agressives, notamment du principal apôtre de la détente, le social-impérialisme russe.

La guerre existera tant qu'existera l'impérialisme, écrivait Lénine, c'est toujours vrai et ce n'est pas souhaiter la guerre que de dire qu'elle est le produit inévitable de l'impérialisme. Mais cette guerre, comme toutes les guerres impérialistes, débouchera sur la ruine des puissances impérialistes, la libération des peuples opprimés et la révolution.

Yougoslavie

«Une noix dure à croquer»

Le voyage de Giscard à Belgrade a été l'occasion de la réaffirmation d'une volonté d'indépendance de la part des deux pays. Le Président Tito a tenu à préciser avec beaucoup de clarté que la Yougoslavie serait le «cas échéant une noix dure à croquer» et que l'agression ne serait pas profitable à l'agresseur.

Evoquant la conférence de Belgrade qui en 1977, doit faire le point des réalisations de la conférence sur la sécurité européenne d'Helsinki, il a eu ce jugement lucide : "A notre avis, nous avons pas obtenu grand chose à Helsinki»

Giscard de son côté a souligné que «l'indépendance et la sécurité de la Yougoslavie sont pour l'Europe un élément d'équilibre et de paix». Une forte réaffirmation du «droit à chaque état de choisir librement son système économique et de conduire à son gré sa politique extérieure, y compris le droit d'être partie ou non à des traités d'alliance militaire ou politique et celui de choisir le non-alignement ou la neutralité» visait on ne peut plus explicitement les récentes pressions de Brejnev.

Liban

Constitution d'un nouveau gouvernement

Le Liban a désormais un premier ministre. 24 jours après l'arrêt des combats, le président Elios Sarkis a chargé mercredi soir Selim Al Hoss, un économiste de 47 ans, de former le nouveau gouvernement, acceptable pour toutes les parties et chargé de prendre les premières mesures de réformes et de redressement dans un pays rendu exsangue par 19 mois de guerre civile attisée et entrenue par l'une comme par l'autre superpuissance.

Parmi les tâches les plus urgentes, il aura à impulser la remise en route de services publics, le redémarrage de l'économie nationale, la consolidation de l'application des accords de Ryad et du Caire et l'adoption des premières mesures pour reconstituer une armée libanaise.

Vénézuela

Le tiers monde, une force décisive

C'est ainsi que le président vénézuelien Carlos Andres Perez a caractérisé les nombreux pays en voie de développement dans un récent discours public.

Il a affirmé : «Il n'existe plus dans le monde cette situation bipolaire que nous avons connue et où l'URSS et les USA donnaient des ordres et discutaient les questions politiques d'importance mondiale tandis que les autres pays n'avaient qu'à se plier à leurs décisions selon la sphère d'influence géo-politique à laquelle ils appartenaient.»

Aujourd'hui, a-t-il ajouté, les pays en voie de développement jouent un rôle important dans la prise de décisions futures sur les problèmes concernant le destin des relations économiques et commerciales entre les peuples du monde.

En évoquant sa récente visite en URSS le président vénézelien a indiqué qu'il avait développé devant les dirigeants soviétiques la façon dont le Vénézuela voit le monde actuel et les raisons pour lesquelles il critique le désarmement prôné par les grandes puissances qui «sont justement les pays qui provoquent les guerres entre les peuples». Un discours qui n'a pas dû plaire beaucoup à Brejnev.

Confirmation de la réunion prochaine de l'OPEP

La prochaine conférence des ministres du pétrole de l'OPEP se tiendra le 15 décembre à DOHA (Qatar), comme prévu, malgré les pressions des pays industriels qui espéraient la faire reporter à une date ultérieure.

La Conférence de Doha doit se prononcer notamment sur le taux d'augmentation qui sera appliqué au prix du brut, qui reste fixé à 11,51 dollar le baril depuis le 1er octobre 1975.

Lisez PÉKIN-INFORMATION - revue politique et d'information, l'exemplaire : 0,70 F.

LA PRESSE BOURGEOISE, OBJET DE DISPUTE ENTRE GROUPES FINANCIERS ET POLITIQUES

L'exemple de la région Rhônes-Alpes

La période électorale est engagée. On assiste aux grandes manœuvres de la bourgeoisie de droite ou de gauche dans la course à la direction de la machine à bourrer les crânes : la presse bourgeoise.

Actuellement ont lieu diverses opérations dans lesquelles les trusts, le capital distribuent les fonds, placent leurs hommes.

C'est le sens de la prise de contrôle par Hersant du Figaro et de France-soir, du lancement d'un nouveau quotidien de «gauche» annoncé par le Nouvel Observateur.

La bataille est chaude, au plan national, elle l'est aussi au niveau régional. Voici quelques données de cette bataille dans la presse de la région Rhône-Alpes.

A Vénissieux, dans les locaux de la Télémécanique, le Figaro implante un élément de son système d'imprimerie de province (comme à Toulouse, Marseille, Nantes, Nancy, Caen). Il a bénéficié pour cela des prêts des sociétés de développement régional (quand Chirac était premier ministre). Le coût de chaque imprimerie tourne autour de 4 à 5 millions de francs. Ce système permettrait de tirer au niveau de la région des facs similés du Figaro (et de France-soir ?) composé à Paris, et serait un gain de temps permettant au journal de concurrencer les quotidiens régionaux.

Un nouveau quotidien sur Lyon

Le Dauphiné libéré qui totalise un tirage de 330 000 exemplaires, envisage de créer un nouveau quotidien sur Lyon. La direction en serait assurée par Alfred Delsart de l'agence Aigles (à noter que l'ancien directeur de cette agence, décoré de la Légion d'«honneur», était Louis Richerot, ancien trafiquant sous l'occupation). Il serait assisté dans cette tâche de Michel Bousson, ancien corédacteur en chef de Minute, de jeunes giscardiens sous le patronage d'un comité de banquiers et d'industriels. Jean Gallois, du groupe Progrès Dauphiné libéré, mêlé à l'opération, est président de l'Association nationale des sociétés par actions dans le conseil d'administration de laquelle on trouve le gratin suivant :

Jacques de Fouchier, président de la Compagnie bancaire

Pierre de Calan, président d'honneur de Babcok-Fives

Gilles Brac de la Perrière, futur PDG de la Lyonnaise des dépôts. Le fils du même Gallois est par ailleurs, animateur des sociétés de publicité du groupe de presse.

A Grenoble, nait *«Ville ouverte»* dont le directeur est Pierre Frappat, frère de Bruno du *«Monde»*, exconseiller municipal «socialiste» de Grenoble (il était responsable de l'information) assisté d'autres journalistes comme Guy Chaumereuil, qui vient du journal de l'épiscopat savoyard «Vie nouvelle».

A Annecy, le réformateur Alain Veyret lance en novembre 75 *«Objectif Savoie Léman»* pour soutenir la «majorité présidentielle».

A Annecy toujours, l'ex-socialiste Fivel Demoret, conseiller municipal d'Annecy, après la mise en règlement judiciaire de la SPEA, crée la SNEA à qui il confie la location-gérance de *«L'essor savoyard»* qui sera vendu au printemps.

Pour compléter le tableau des pages entières sont consacrées à la publicité pour les grandes surfaces dans les journaux locaux du PCF (pour les Nouvelles Galeries, dans *«L'essentiel»*, *«La voix du Lyonnais»*, journal du Rhône du PCF, également pour Carrefour, la Caisse d'épargne, etc., en tout 11 pages payées par le patronat pour sa propre publicité sur 18 dans le No33 par exemple).

Mais le tableau serait incomplet encore si nous oubliions la cinquantaine de journaux locaux hebdomadaires de la région.

Les dix plus importants ont un tirage de près de 250 00 exemplaires.

Et la plupart sont nés après la libération, changeant les titres de journaux qui paraissaient sous l'occupation, et interdits à la Libération ; c'est le cas de *«Terre vivaroise»* par exemple qui a pris la succession de la *«Croix de l'Ardèche»* en 44.

A propos du groupe «Progrès de Lyon-Dauphiné libéré»

Une place particulière est à réserver au *«Progrès de Lyon»* qui fêtait récemment son 40 000e numéro (4e quotidien français, 400 000 exemplaires). Il est avec son compère *«Le Dauphiné libéré»* à la tête du bourrage de crâne (on l'a vu à l'occasion de la mort de Pradel).

Le groupe *«Progrès-Dauphiné libéré»* est lié régionalement à l'agence Havas, associé par l'intermédiaire des sociétés Comareg et Agepe au groupe Dini qui édite plus d'une vingtaine de journaux «gratuits» sur la région. Deux familles en sont propriétaires, les Brémond et les Lignel qui s'entredéchirent. Un règlement devrait intervenir en 77. Pour l'heure, le *«Dauphiné libéré»* soutient les Brémond. A l'heure actuelle, donc Jean Brémond remplace feu Louis Richerot à la tête de l'agence Aigles.

L'agence Aigles est le résultat d'un accord de 1968 entre *«Le progrès»* et le *«Dauphiné libéré»* créant des agences de presse uniques dans les villes moyennes, et s'assurant par là-même le monopole de l'information. Le groupe est un des seuls à disposer d'imprimeries de presse, depuis la fermeture d'Imprima.

En résumé, c'est le tableau de la presse du fric sur Rhône-Alpes, directement produite par les trusts, ou achetée par elle.

Nouvelles manœuvres policières contre les marxistes-léninistes de Lorient

La police de Lorient vient de se livrer à de nouvelles manœuvres d'intimidation contre les marxistes-léninistes. Geneviève David, l'une des inculpés, a en effet reçu une convocation lui demandant de se rendre au commissariat.

Elle s'est rendue lundi une première fois au commissariat où l'on a refusé de lui donner la moindre explication. Le lendemain, Jean David, lui aussi inculpé, s'est rendu également au commissariat afin de connaître les raisons de cette convocation. On lui a également refusé toute explication et les flics présents l'ont mis de force à la porte.

Dans ces conditions, à juste titre, Geneviève David a décidé de ne pas se rendre une nouvelle fois au commissariat, où elle était convoquée pour mercredi puis pour vendredi. La police s'est alors livrée a des menaces, déclarant que les «moyens nécessaires» seraient employés pour la faire venir au commissariat.

Voudrait-on, par exemple, s'emparer d'elle à la sortie de son travail ou à son domicile ?

ALors que Romain Le Gal a été emprisonné durant 5 mois sans qu'un procès puisse avoir lieu, en raison du vide du dossier, et que 4 autres marxistes-léninistes restent inculpés, la police veut-elle par tous les moyens remplir ce dossier, de façon à pouvoir tenter de justifier cet emprisonnement et ces inculpations ?

Les marxistes-léninistes ainsi que tous ceux qui ont combattu pour la libération de Romain Le Gal se tiennent prêts à riposter à toute nouvelle manœuvre policière si cela était nécessaire.

Les grenouillages des politiciens bourgeois

Alors que la crise capitaliste s'approfondit, l'agitation et les préparatifs des politiciens bourgeois de tout poil battent leur plein.

Face aux luttes ouvrières, le secrétaire général des républicains indépendants, Dominati, a clairement annoncé la couleur. Faisant allusion à l'intervention policière au «Parisien libéré», il a affirmé que la «fermeté était nécessaire» puis il a ajouté : «je crains que malheureusement le premier ministre ait encore à faire preuve de fermeté dans les jours qui viennent de manière encore plus nette, à la suite de nouvelles revendications qui pourraient mettre en cause notre base économique». Ce qui signifie que pour défendre leurs intérêts vitaux, les travailleurs doivent se préparer à faire face à la violence des forces de répression.

D'autres, pour leur part, pensent un peu plus loin.

Tandis que Debré s'exclame que «1977 sera une des plus sombre de notre histoire politique», Dassault prévoit qu'en cas de nouvelle victoire de la «majorité» «des hommes de valeur comme François Mitterand seront fatigués de la stérilité de l'opposition et accepteront d'entrer au gouvernement. Il sera enfin possible au président de la république de former le gouvernement d'union nationale dont la France a besoin».

De son côté, le PCF prépare lui aussi «l'union nationale». C'est ainsi qu'à Toulon, pour les municipales, il envisage de constituer une liste commune avec l'ex amiral Sanguinetti.

«Que Michelin investisse à Clermont !»

Une revendication de la bourgeoisie bureaucratique

Le numéro 270 de novembre 1976 de «La voix des Bibs», journal de la section révisionniste de Michelin est plein d'enseignements. En ce moment, les révisionnistes de Michelin, sous la houlette du Comité central du PCF, mènent une grande campagne pour que *«Michelin investisse en France»*. On apprend que Michelin est «contre la France, contre les travailleurs de Clermont». Contre «la France» en général, au-dessus des classes, et contre les travailleurs de *Clermont*. Pensez les travailleurs du Canada, des USA ou d'autres pays, n'ont pas à se plaindre : Michelin investit chez eux ! Mais ce faisant, il délaisse Clermont ! Michelin n'a investi que 170 millions en France en 1975 et «l'usine du Puy a absorbé à elle seule 100 millions».

Donc **«Clermont et les 16 autres usines en France se partagent 70 millions seulement. Que reste-t-il pour Clermont ?»**, demandent les révisionnistes. Aussi leur mot d'ordre est-il : **«Avec les communistes, exiger que Clermont soit une usine moderne et compétitive»**. Ou encore : **«Les organisations syndicales et les comités d'entreprise doivent participer aux décisions»**. Investissez chez nous et associez-nous plus étroitement à l'exploitation, voilà ce que revendique la bourgeoisie bureaucratique aux détenteurs actuels des monopoles.

Correspondant HR.

Tout faire pour la victoire des grévistes de la Sonacotra (2)

Une campagne de soutien politique

Nous avons vu hier les différentes attaques récentes de la Sonacotra contre les résidents qui font la grève des loyers : procès et saisies-arrêts sur salaires, implantation de flics ou d'hommes de main provocateurs dans les foyers. Examinons aujourd'hui la conception du soutien sous différentes formes tel qu'il doit se poursuivre et s'intensifier.

Contre la répression de la Sonacotra, du pouvoir et des révisionnistes

La première des responsabilités à l'égard de cette grève de la part des communistes marxistes-léninistes, c'est de développer un soutien politique dans le cadre de notre campagne actuelle contre le plan Barre et le Programme commun. Les travailleurs immigrés sont en France le témoignage vivant du caractère de pillards et d'exploiteurs des pays du tiers monde qui fut et qui reste celui de l'impérialisme français. C'est parce que leurs pays furent colonisés, détroussés de leurs richesses propres, entravés dans leur développement industriel et culturel par différents impérialismes que les travailleurs de ces pays furent contraints de venir travailler à l'heure actuelle dans des pays comme la France. Ici, ils sont parmi les plus surexploités dans les usines, les plus mal payés et supportant le plus souvent les conditions de travail les plus pénibles et les plus dangereuses. Cela se double de conditions de vie tout aussi révoltantes, en bute le plus souvent au racisme d'une partie de la population et que propagent les instruments de la propagande bourgeoise et révisionniste, habitant dans des logements insalubres ou des foyers-hôtels encombrés et très chers, ne jouissant pas des mêmes droits que les travailleurs français. Principales victimes du chômage et de la baisse du niveau de vie, les ouvriers immigrés qui font partie intégrante de la classe ouvrière de France sont parmi les plus révoltés et aspirent à la révolution socialiste pour détruire ce régime d'exploitation, de misère et d'oppression pour les masses populaires.

La lutte des résidents Sonacotra pour la diminution des loyers, un statut de locataire, la reconnaissance de leur Comité de coordination et le retour des délégués expulsés du territoire, fait donc partie intégrante des luttes revendicatives et politiques du prolétariat et de ses alliés contre la crise du système capitaliste français et international. La répression de la Sonacotra, celle du pouvoir et des révisionnistes dirigeants du PCF et de la CGT contre leur grève a contribué à élever leur niveau de conscience politique notamment sur la nature du révisionnisme. C'est là une expérience très précieuse pour toute la classe ouvrière de France. En collaborant avec la police, en sapant l'unité des grévistes, en réclamant une limitation des immigrés dans les communes qu'ils contrôlent, en négociant dans le dos des grévistes et en attaquant leur direction et leur plate-forme revendicative, les révisionnistes ont participé à la répression de la grève et ont reçu à plusieurs reprises la réponse qu'ils méritaient.

Certains groupes politiques opportunistes à l'égard du PCF ou de l'«Union de la gauche» comme les trotskistes de Krivine ou de «Révolution» ont tout fait, en vain, eux aussi, pour que les résidents ne dénoncent pas la politique révisionniste et ont tenté de s'ingérer dans la lutte à plusieurs reprises.

Si la CFT ou l'UDR avaient accompli ou tenté d'accomplir ce que des dirigeants du PCF ou de la CGT ont fait, on les aurait vu battre tambour, mais l'intérêt qu'ils portent à soutenir l'arrivée au pouvoir de «l'Union de la gauche» est plus fort que l'intérêt des travailleurs. Sans aucun doute notre soutien dans ces circonstances est essentiellement un soutien politique à une lutte de masse dont les caractéristiques sont riches d'enseignements politiques révolutionnaires.

... Renforcer la solidarité avec les grévistes, dans les usines

Un tel soutien politique ne se comprend également que dans le cadre d'une activité concrète au service de la grève et d'un soutien de masse. Comme nous l'avons plusieurs fois rappelé, face à la trahison complète et sans appel des directions confédérales CGT et CFDT sur cette question, la bataille doit être portée dans les organisations syndicales pour l'information et les initiatives (manifestations, meetings, pétitions, souscriptions) de soutien. La nécessité de riposter à des saisies-arrêts sur salaires l'impose encore plus.

Enfin, il faut continuer à créer des comités de soutien de masse, là où des foyers sont en grève principalement de façon à ce que les liens entre les grévistes et le soutien soient fréquents et que le comité de soutien soit sous la direction concrète du comité de résident ou de coordination.

De nombreuses initiatives peuvent être prises également en province pour mettre en rapport avec le comité de coordination des foyers qui ne sont pas en grève ou bien leur apporter matériel et information concernant la grève et ses développements.

Sans cette activité concrète de soutien, le soutien politique ne veut rien dire.

De nombreuses initiatives ont pu être prises par le comité de coordination dans divers domaines en collaborant avec des adhérents de comités de soutien pour réaliser des affiches, montages diapos, pour examiner la comptabilité de la Sonacotra, organiser la défense juridique, enquêter sur les conditions de logement dans les foyers etc...

A l'occasion des procès à l'heure actuelle il faut faire connaître largement à la population les pratiques illégales de la Sonacotra notamment les loyers excessifs, qui sont d'ailleurs réclamés aujourd'hui en justice alors qu'ils n'ont été homologués qu'en octobre 1976 et au moyen de manipulation de la comptabilité. Il faut mobiliser contre l'implantation des flics et des nervis fascistes dans les foyers, faire signer largement pétitions et motion de solidarité, exigeant le retour des délégués expulsés.

Voilà les bases d'un élargissement du soutien de masse actif.

DIMANCHE 12 DECEMBRE

La JCMLF du Nord-Pas-de-Calais organise un meeting sur les thèmes de la lutte contre le chômage des jeunes et de la nécessité de l'organisation de le jeunesse communiste, à 15 h, 21 rue Patou (derrière le Palais Rameau) à Lille

La Jeune Garde rouge

JCMLF

ORGANE CENTRAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Le numéro de décembre de «La Jeune Garde rouge» est paru.

Au sommaire :

– Union, action, n'attendons rien des élections !

– Facultés : boycottons les élections d'UER ! A l'action contre la répression du mouvement étudiant !

– Chômage, oppression, exploitation forcenée, c'est le sort que la bourgeoisie réserve aux jeunes (p. 4 et 5).

– Dix jours à travers les pays de l'Est.

– Sur le front culturel.

– Gary Tyler, notre frère.

Ce numéro vendu 2 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à *«L'Humanité rouge»*.

Ministère de l'industrie et de la recherche

La section CGT proteste contre la répression en Pologne

MINISTERE INDUSTRIE ET RECHERCHE

La section CGT-STISI du ministère vient de nous envoyer un communiqué de presse – daté du 2 décembre – contre la répression en Pologne. Il avait été envoyé auparavant à la CGT-FSM, au comité de défense des travailleurs polonais.

La section CGT-STISI du ministère de l'Industrie, attachée à la défense des libertés démocratiques dans tous les pays : Espagne, Iran, Amérique latine, RFA, etc. s'élève avec vigueur contre la répression qui frappe aujourd'hui les travailleurs polonais de Radom et d'Ursus qui s'étaient mis en grève contre la dégradation de leur condition de vie et de travail (refus d'une décision de hausse brutale des prix alimentaires de 30 à 100 %). En effet, ces travailleurs se voient infligés en ce moment-même de lourdes peines de prison pour avoir défendu leur niveau de vie et leur pouvoir d'achat. La section CGT-STISI du ministère de l'Industrie demande :

– la libération immédiate de tous les emprisonnés

– la réintégration de tous les licenciés à leur poste de travail.

assure les travailleurs polonais victimes de la répression de sa totale solidarité et leur envoie son fraternel soutien.

La grève à la Caisse d'Epargne de Paris

LES ECUREUILS MARQUENT UN POINT

Jeudi, malgré l'interdiction de leur manifestation la plupart des travailleurs de la Caisse d'Épargne de Paris avaient répondu à l'appel. Ils ont occupé le Pont St Michel et le Pont de la Cité, déployant des banderolles et distribuant des tracts; ils ont assisté nombreux à l'audience du tribunal devant lequel la Direction était assignée en référé pour son refus de tenir les réunions mensuelles avec les délégués du personnel.

Celle-ci s'est vue contrainte d'accepter une telle réunion, vendredi à 14h 30.

La direction n'aura donc pas pu monnayer des promesses de discussion contre un quelconque recul des Écureuils.

En poursuivant dans une telle voie, à l'opposé de celle dans laquelle révisionnistes et réformistes ont si souvent détourné les travailleurs, les Écureuils l'emporteront à coup sûr.

Sidérurgie

LES LICENCIEMENTS SE POURSUIVENT

Jeudi, la direction d'Usinor a rendu publique l'annonce de plusieurs centaines de licenciements. A Thionville, entre 700 et 1 000 licenciements ont lieu, à Louvroil ce sont 400 licenciements qui sont prévus et 900 à Longwy.

Il s'agit là d'une première charette qui prépare plusieurs milliers de licenciements dans les quelques mois qui viennent.

Face à cela, il est clair que les travailleurs ne peuvent avoir qu'une réponse pour défendre leur droit au travail : lutter contre tout licenciement.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

la France des luttes

La situation de l'emploi dans les cinq années à venir

d'après une étude de l'Insee

L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publie dans le No 81-82 de sa revue «Economie et Statistique» une importante étude consacrée au thème «Offre et demande d'emploi par profession au cours du VIIe Plan». Le but de cette étude est de tenter de prévoir l'importance quantitative et qualitative de la main-d'œuvre disponible d'ici à 1981 et celle dont le patronat ou l'État auront effectivement besoin d'ici 5 ans. L'enquête doit donc tenir compte d'un certain nombre de facteurs, tels que la population active prévue (insertion des jeunes au sortir du système scolaire, immigration, variation du chômage, etc.) et l'importance de l'offre prévue de la part des employeurs. A la lumière de cette étude de l'Insee, on comprend les mesures prises par le gouvernement au dernier conseil des ministres sur la question de l'emploi. On remarquera aussi que cette étude ne tient absolument pas compte de l'approfondissement de la crise, et donc du développement du chômage dans les années à venir. Nous présentons une analyse de cette étude sur plusieurs numéros.

La qualification des actifs dans la classe ouvrière en 1972 donne une bonne idée de ce que l'État bourgeois fait (ou plutôt ne fait pas) pour l'instruction de masse. Quand on sait qu'un Albanais sur trois suit des cours et qu'un ouvrier sur deux suit ou a suivi des cours de formation professionnelle, il n'est pas inintéressant de connaitre le niveau de qualification dont la classe ouvrière française a à «profiter» : 70 % des ouvriers (63,5 % de l'ensemble de la main d'œuvre industrielle) et 88 % des ouvrières sont sans aucun diplôme ou titulaires du CEP (certificat d'études primaires) dont on sait la valeur sur le «marché du travail» (c'est déjà tout un programme, cette expression-là !). 27 % des hommes et 10 % des femmes sont titulaires d'un CAP ou d'un diplôme équivalent...

La proportion des sans-diplômes ou de titulaires de CEP se répartit comme suit : 92 % chez les manœuvres, 79 % chez les OS, 55 % chez les OQ et les contremaitres.

Les caractéristiques actuelles de la population active

Dans la population active les jeunes ont une place à part : 44 % des jeunes entrant dans un métier sont sans diplômes (20 %) ou titulaires du seul CEP (24,4 %), c'est dire que près d'un sur deux se présente à son futur employeur *sans aucune qualification professionnelle.* Les jeunes (moins de 20 ans) représentent un travailleur sur 14, mais cette proportion monte à un sur 5 dans la catégorie des ouvriers non qualifiés. Cette tendance est encore plus accentuée chez les femmes. Toutefois, la caractéristique la plus significative du rôle des jeunes dans le monde du travail actuel est celle de déqualification à l'embauche : c'est à dire que les patrons embauchent les gens, en plus particulièrement les jeunes, à un niveau de qualification *inférieur* à celui qu'ils ont acquis.

On ne s'étonnera pas de constater que c'est dans les catégories ouvriers pour les hommes et employés pour les femmes, que cette tendance est la plus marquée. Reste alors le chômage pour une partie d'entre eux : si, en haut de l'échelle des qualifications, le taux d'inactivité n'est «que» de 10 % à la sortie des études universitaires, le taux d'activité qui est en moyenne de 85 % s'abaisse à 66 % pour les jeunes sans diplômes !

Les enquêteurs de l'Insee reconnaissent d'ailleurs que cette situation des sans diplômes se retrouve essentiellement dans les milieux dits «défavorisés». Une étude de «rigidité sociale» (qui montre combien les injustices sociales se transmettent de génération en génération) permet d'ailleurs de se faire une idée assez nette sur les résultats de la «démocratisation» de l'enseignement au cours de ces dernières années.

Il a ainsi été établi que, de 1953 à 1970, la rigidité sociale est passée de 52 % à 40 %. Cela signifie qu'actuellement 40 % des jeunes s'insérant dans un métier exercent la même profession (ou du moins une profession de même niveau) que celle de leur père. Mais cela n'est qu'une moyenne : ainsi, en 1953, 64 % des fils d'agriculteurs étaient agriculteurs, en 1970, ils ne sont plus que 39 % !

Amélioration, dira-t-on. Que non ! Ces fils d'agriculteurs ont été chassés de leur terre et sont allés grossir les rangs des ouvriers non qualifiés (manœuvres et OS) ou de l'armée de chômeurs du capital ! Quant aux ouvriers, 65 % d'entre eux avaient, en 1953, un père ouvrier, à présent ils ne sont plus «que» 64 % ! On voit l'ascension sociale, comme disent les sociologues ...

Les femmes, une main d'œuvre corvéable à merci

Une autre catégorie de travailleurs ont à pâtir plus particulièrement de ces conditions de sous-qualification et de déqualification à l'embauche : ce sont les femmes pour lesquelles tous les inconvénients sont aggravés par ce que l'on appelle du terme général de condition féminine (pression sociale – famille et employeurs – pour les empêcher de continuer des études, grossesses, enfants en bas âge, etc.).

C'est ainsi que les femmes sont poussées à occuper des emplois sous-qualifiés, dans une proportion plus importante que les hommes, ceci quand elles sont très jeunes (avant le mariage ou avant la maternité) ou très âgées (quelques années avant la retraite), c'est à dire à des moments où elles n'ont d'autres arguments auprès de leur employeur que celui de leur sous-qualification justement, ce qui donne à bon nombre d'entre elles des allures de main d'œuvre corvéable à merci ...

(à suivre).

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le premier numéro de décembre vient de paraitre. On trouvera au sommaire notamment :

– Rassemblement de soutien à Michel Romain, situation explosive dans le Midi viticole.

– Les petits producteurs de porc victimes de la crise.

– Malabri : lutte contre l'expulsion d'un petit fermier.

– Le groupe Doumeng lance une offensive visant à contrôler les PME en France et en Europe, dans le secteur des vins, fruits et légumes.

– Document du 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie, la deuxième partie extraite du rapport du Comité central portant sur l'agriculture.

– Un éditorial intitulé : «Trois années de baisse du revenu, ça suffit !»

Le prix du numéro : 1 F.

L'abonnement :

	Pli ouvert	Pli fermé
Un an	20,00 F	40,00 F
6 mois	12,00 F	24,00 F

Adresse provisoire :
HR – La Faucille, BP 61 – 75861 Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge : 30 226 72 La Source

SMG (Clermont-Ferrand)

CE QUI SE CACHE SOUS LES DIFFICULTES ECONOMIQUES

A SMG (filiale de Péchiney-Ugine-Kuhlmann), il ya bientôt 2 ans que le patron (PUK) nous abreuve de ses difficultés économiques. C'est en effet à cette date qu'a commencé l'attaque en règle contre l'emploi, les salaires, les conditions de travail. Bref, tout ce qui fait le monde journalier des travailleurs. Tout cela a commencé par la passage aux 40 heures, mais avec perte de salaires, puis ce fut le licenciement des personnes âgées, puis celui des appelés au service national, enfin un non clair et définitif à toutes les revendications tant sur les salaires que sur l'amélioration de travail.

Bien sûr, les travailleurs n'ont pas accepté tout cela gentiment, les mouvements de lutte ont fleuri. Mais la section CGT totalement à la solde des intérêts révisionnistes, a rendu ces luttes difficiles et les victoires se sont limitées à quelques acquis salariaux (paiement des heures perdues, quelques augmentations qui compensent tout juste la hausse des prix).

Continuant sur sa lancée, la direction nous a montré ce mois, ce qui se cache derrière ses difficultés : tirer toujours plus de profits des travailleurs.

Ayant multiplié les agressions de tous ordres, le patron a réussi à faire partir beaucoup d'ouvriers de leur propre gré et il se retrouve maintenant devant le problème comment tenir la production sans réembaucher.

Après avoir bien réfléchi, tous ces beaux messieurs ont trouvé la solution miracle : il faut forcer les travailleurs à produire plus !

Aussitôt dit, aussitôt fait. Prenant un atelier comme terrain d'essai, ils ont calculé la moyenne de la production sur chaque poste de travail et ils l'ont appelé : «production exigée» et ils ont immédiatement – par l'intermédiaire du chef d'atelier – obligé les ouvriers à faire cette production.

Quand on sait que cette production dépasse largement ce qui était demandé jusqu'à maintenant, on comprend pourquoi immédiatement, sous l'impulsion des délégués CFDT («section aventuriste et gauchiste» d'après le PCF et la CGT !), tous les ouvriers de l'atelier ont débrayé.

Devant la détermination des ouvriers la direction a reculé, non sans avoir essayé de faire avaler la couleuvre. Cette production n'est plus exigée, elle est «conseillée». Les ouvriers ont repris le travail, disant : «La prochaine fois qu'ils exigent une production, on recommence».

A SMG comme ailleurs, les patrons prennent comme prétexte les difficultés du monde capitaliste pour tenter d'exploiter toujours plus, pour rendre l'ouvrier toujours plus esclave des cadences. Derrière les difficultés économiques se cache la rentabilisation de l'entreprise, l'exploitation toujours plus draconnienne du travail par le capital. Mais parallèlement, la lutte de classe et la conscience du prolétariat se développent et en définitive les patrons engendrent eux-mêmes les facteurs de leur propre mort.

Un ouvrier marxiste-léniniste de SMG.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

UN ABONNE PAR LECTEUR

Notre journal constitue une arme pour la lutte que la classe ouvrière et les autres travailleurs mènent contre la classe bourgeoise pour renverser sa dictature et instaurer un régime socialiste. Il se doit donc d'être indépendant de la bourgeoisie sur le plan de la diffusion et des finances comme en ce qui concerne son contenu révolutionnaire prolétarien. Le développement des abonnements est indispensable pour répondre à une telle nécessité.

Ce moyen de diffusion est directement lié à l'activité militante que sert notre journal. Abonner des travailleurs c'est les convaincre de la nécessité de lutter contre la bourgeoisie de droite comme de «gauche», expliquer la nature de notre presse, faire connaitre les idées des marxistes-léninistes dont notre journal est le porte-parole.

L'abonnement permet aux lecteurs de garder, jour aprés jour, un lien avec les communistes marxistes-léninistes de France, d'avoir leur point de vue sur les événements d'actualité, des arguments dans leurs discussions avec les autres travailleurs. Il n'est pas forcément nécessaire pour cela que chaque lecteur s'abonne individuellement.

Dans une entreprise, par exemple, plusieurs travailleurs peuvent s'abonner collectivement. Celui qui recevra les journaux les transmettra à ses camarades de travail par un véritable petit réseau de diffusion qui pourra servir en d'autres occasions.

L'abonnement nous rend indépendant des NMPP pour l'acheminement des journaux à nos lecteurs, ce qui n'est pas sans importance. Ainsi, en envoyant aux abonnés notre No 580 (que les lecteurs non abonnés peuvent d'ailleurs nous commander), nous avons pu populariser dans toute la France un soutien effectif aux travailleurs du «Parisien libéré» et aussi à d'autres luttes comme celle des étudiants de Nantes. Nous avons pu également combattre le faux soutien des révisionnistes qui, le jour-même, écrivaient triomphalement dans la «Vie Ouvrière» que 3 des policiers qui ont expulsé les travailleurs avaient adhéré à la CGT.

Enfin sur le plan financier, les NMPP, du fait de leur position de monopole, prélévent jusqu'à 50 % du prix des journaux vendus alors que les sommes que nous versent les abonnés vont intégralement au journal. Elles constituent un précieux fonds de roulement pour payer différentes fournitures, papier, encre, etc. qui doivent être réglées à l'avance.

Certes, développer les abonnements représente pour notre administration un effort supplémentaire. Mais le soutien des militants, indispensable pour que le journal soit quotidiennement expédié, leur permettra sans nul doute de l'accomplir.

Nous appelons donc les lecteurs à s'abonner et à faire abonner leurs camarades de travail, ce qui constitue une partie fort importante de la campagne de soutien. Et nous renouvelons bien sûr l'appel à une souscription de masse pour gagner cette bataille financière et développer notre combat politique.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 – La Source

Liste de souscription

entre Aout et Décembre (suite)

Suppl. à réab. CJC	5 F
" CY	200 F
" RB	8 F
" " CC	5 F
CDHR Province	400 F
Suppl. réab. DD	60 F
Sur une braderie du Nord	271,50 F
Suppl. à réab.CPh.	100 F
" "JMC	60 F
" "DAM	10 F
" "SG	50 F
" "EJ	55 F
Vive la Dictature du Prolétariat	255, 50 F
Pour le Qt BB	500 F
1 camarade	500 F
2 "	1000 F
1 sympath.	0,50 F
Suppl. à réab.	5 F
Son divers usines	42,50 F
1 camarade pour la Révolution Prolétarienne	150 F
Pour le redémarage du journal BJ	50 F
Suppl. réab. GJ	120 F
Vive la dictature du Prolétariat RL	400 F
Suppl. à réab. WD	100 F
Cercle JCMLF Beaune	120 F
Pour que vive le Qt JJR	30 F
Suppl. à réab.DR	60 F
" ;OY	5 F
" "BE	5 F
" "LCJ	18 F
Soutien à HR Centre Bretagne	170 F
Suppl. à abt faucille BM	70 F
" à réab.TJC	20 F
" " TA	5 F
" BA	150 F
" DM	5 F
" BJ	110 F
" RJ	8 F
" AM	110 F
" BA	55 F
Sur vente de vieux X	30 F
Suppl.à réab. EPJ	10 F
" " LGR	10 F
" " TM	110 F
" " GF	10 F
" " GC	10 F
" " PCH	40 F
CD HR Ho CHI MINH	350 F
Suppl. à réab NG	10 F
BM.	5 F
" " DJM	5 F
" " BM	60 F
" " PMR	100 F
" " BC	18 F
" " JP	5 F
" " PJL	60 F
CP	120 F
S. Ex.	50 F
Un synpathisant Berchais chômeur	20 F
Suppl. à réab. RP	10 F
" " MS	100 F
" " ML	50 F

(à suivre)

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

Chantonnay (Vendée)

Grève des charges

A Chantonnay aussi, l'OP HLM a voulu imposer une augmentation des charges, allant jusqu'à 22 % à partir du mois d'octobre. Mais les locataires de toutes les cités, organisées dans la CSCV (ex APF)*, ont commencé une action de blocage des charges : les loyers bruts sont envoyés collectivement à l'OPHLM, et les charges, au tarif d'avant l'augmentation, sont versées sur un compte bloqué. Cette action durera tant que l'OP HLM n'aura pas envoyé à chaque locataire le compte détaillé justifiant les charges et leur augmentation récente. 20 % des locataires ont suivi le mouvement ce mois-ci, mais d'autres, mieux informés à présent, s'y joindront les mois suivants. La CSCV, à La Roche-sur-Yon, mène une action semblable depuis 3 ans, et d'autres villes veulent se rallier à cette lutte. Ainsi, de plus en plus nombreux, nous ferons céder l'OPHLM.

Notre correspondant de Chantonnay nous apprend par ailleurs plusieurs faits intéressants. Cette grève des charges a été précédée par une lutte contre l'augmentation des loyers.

Même si celle-ci n'a pas été couronnée de succès en elle-même, le travail d'information fait par tracts, au porte à porte, au cours de diverses réunions, s'est révélé positif en préparant notamment le terrain aux luttes à venir.

Le rassemblement des locataires des différentes cités et leur adhésion à une association «officielle», le CSCV, a favorisé le développement du mouvement.

Les augmentations qui pleuvent de toute part, l'énormité des impôts locaux, etc. sont bien sûr à la base de ce développement.

La combativité des locataires est également alimentée par l'exemple des luttes semblables dans la région, qui ont été victorieuses et dont «même les journaux locaux ont rendu compte».

Nous espérons faire paraitre dans de prochains numéros des articles qui apportent d'autres éléments sur les luttes en cours et sur des questions aussi importantes que la lutte et le débat entre conceptions différentes dans diverses organisations de masse, et la base sur laquelle les travailleurs s'organisent pour mener la lutte de classe.

* Confédération syndicale du cadre de vie.

Ni plan Barre, ni Programme commun !

Partout les travailleurs intensifient la lutte contre le plan Barre et pour refuser cet autre plan capitaliste qu'est le Programme commun. Pour servir cette campagne et notamment la mobilisation en vue de réunions publiques, nous tenons à la disposition de nos camarades et lecteurs des affiches «Ni plan Barre, ni Programme commun» que nous avons fait retirer et qu'ils peuvent se procurer sur commande.

l'Humanité Rouge

CONTRE LE CHOMAGE
ET LE CAPITALISME
POUR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
MEETING DE L'HUMANITÉ ROUGE

Vendredi 10 décembre
Centre culturel Gérard Philippe
20 H 30 Brétigny

Interventions de travailleurs :
– un travailleur du CEA
– une institutrice
– grève du foyer Sonacotra d'Étampes
– luttes à Bretigny (piscine, foyer de l'enfance)

Intervention sur le thème «Ni plan Barre, ni Programme commun».

Montage-diapo

Une table de presse avec de nombreux livres chinois, albanais, etc. sera à la disposition de l'assistance.

Meeting-Débat à Créteil

a l'appel de l'Humanité rouge
dimanche 12 décembre – 15 h 30
17, rue Emmanuel Chabrier (derrière le centre social Kennedy) Créteil-Montmesly

– Montage diapo sur les luttes classe contre classe et la dictature du prolétariat.
– Débat
– Crèche
– Témoignages d'ouvriers

NI PLAN BARRE !
NI PROGRAMME COMMUN
A BAS LE CAPITALISME !

Meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge du centre de Paris.

Au cours de ce meeting interviendront notamment

– un travailleur de la Caisse d'épargne de Paris
– un cheminot parisien
– un postier de la Recette principale des postiers de Paris

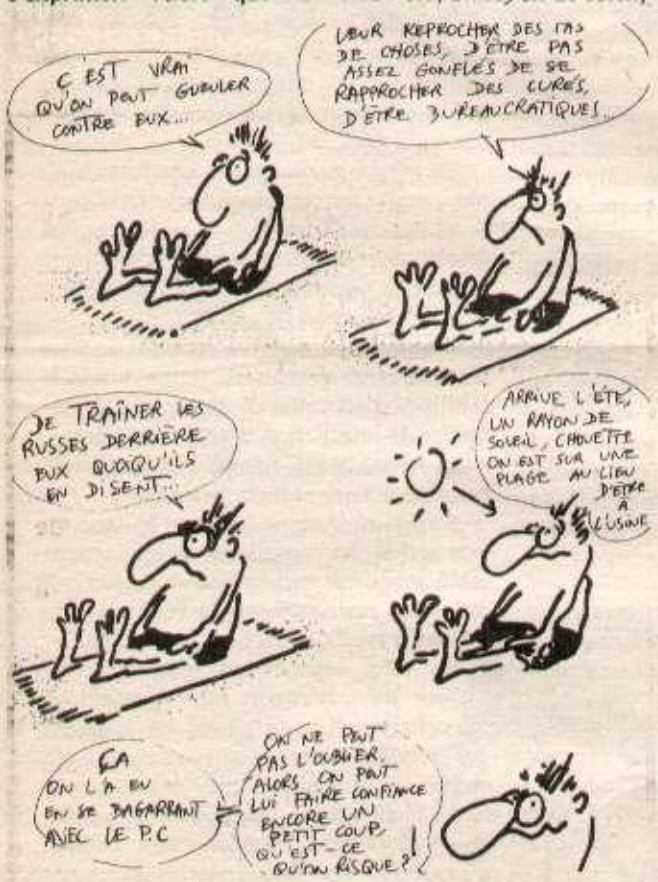
Jeudi 16 décembre à 20 H 45
Salle de l'Épicerie, 12 rue du Renard
Paris 4e
(Métro Rambuteau ou Hôtel de ville)

culturel

Tribune "libre" dans la Nouvelle Critique

Tentative pour se donner une façade démocratique

Dans son numéro de décembre 76 consacré à l'information «La nouvelle critique» consacre sept pages à une tribune «libre» des dessinateurs... bourgeois sur le PCF et la liberté de la presse. Hé oui ! La «NC» donne le moyen de s'exprimer à ceux qui n'avaient jusqu'à maintenant qu'une misérable première page du «Figaro», du «Monde», de «Charlie-Hebdo», ou de «Lui». Ils peuvent enfin s'exprimer. Alors que le PCF vide les travailleurs de l'IMRO, alors qu'il fait le silence total sur des luttes comme Griffet, il ouvre largement les colonnes de ses journaux aux bourgeois. Il faut dire que le PCF n'a pas peur des idées bourgeoises qui renforcent sa ligne alors que les luttes des travailleurs révèlent sa vraie nature de traitre qui se prépare à les exploiter. Parmi les dessins de Wolinski, de Siné, de Faizant, deux sont particulièrement significatifs. Celui de Reiser et celui de Wiaz. Reiser est connu pour représenter les travailleurs comme ivrognes abrutis, il s'était déjà rendu célèbre pour un dessin destiné à la fête de l'Humanité-blanche «J'adhère au PCF parce que j'aime les merguez».



Ici, Reiser présente le même homme assis avec toujours la même tête de demeuré – avec une progression dans les «bulles» (ronds dans lesquels sont inscrits les paroles). Pourquoi le PCF serait-il pour la liberté de la presse ?

Voilà la question que pose M. Reiser. En voyant le dessin de Reiser, on peut se demander s'il n'a pas été payé pour faire cela. En effet, pour faire plus vrai, son héros avance quelques «critiques» : *on peut leur reprocher des tas de choses, d'être pas gonflé, de se rapprocher des curés, d'être bureaucratiques*». Mais quand même, faut être juste et dire ce qui est : *«Arrive l'été, un rayon de soleil, chouette, on est sur une plage au lieu d'être à l'usine»*... et devinez grâce à qui ? *«Ça, on l'a eu en se bagarrant avec le PC. On ne peut pas l'oublier alors on peut lui faire confiance un petit coup, qu'est-ce qu'on risque ?»*

Bien sûr, les critiques que fait Reiser ne sont que des critiques de forme qui égratignent juste le PC. Elles ne reprochent pas au PCF d'avoir trahi la classe ouvrière, alors que les coups d'enscensoirs, eux, attribuent au parti révisionniste les conquêtes de la classe ouvrière. Alors qu'elles sont dues à la formidable lutte des travailleurs en 36, aux occupations d'usines, dirigées par un PCF qui était réellement communiste.

Bien sûr, après toute cette pommade, la conclusion vient d'elle-même pour Reiser : *«Alors, on peut lui faire confiance»*.

Et voilà le tour est joué : grâce aux dessinateurs petits-bourgeois, on tente de se refaire une image démocratique. Il faut dire que ce n'est pas un luxe pour le PCF qui en a bien besoin après l'exclusion des travailleurs de l'IMRO. Quand on veut faire passer le blanc pour le noir, on s'engage sur une mauvaise pente. Quand on veut faire passer les sociaux-fascistes pour des démocrates, on risque d'être balayés avec eux.

Avec Wiaz, qui dessine dans nombre de journaux sociaux-démocrates et trotskistes, on trouve Marchais dans un kiosque avec à l'affiche tous les journaux réactionnaires qui appellent à se soulever contre «l'Union de la gauche» au pouvoir. Un char conduit par Chirac commence à écraser le kiosque. Marchais serait victime de son propre libéralisme. Voilà ce que c'est que d'être honnête. Il est vrai que sur le kiosque on ne voit que les journaux fascistes «l'Aurore», «Minute», «Rivarol», «Le Crapouillot» ou «Le Parisien libéré». On ne voit sur le dessin que la lutte entre deux factions de la bourgeoisie, les travailleurs sont absents. Le dessinateur trotskiste a montré la tolérance du PCF pour les idées bourgeoises, pour les fascistes, alors que les révisionnistes lorsqu'ils tiennent une municipalité sont les pires exploiteurs, interdisent toute expression des travailleurs ou des marxistes-léninistes sur les marchés, et font intervenir leurs flics municipaux. Non, Marchais ce n'est pas un démocrate illuminé victime de ses idées et écrasé par les chars de Chirac, Marchais, c'est le pire social-fasciste qui s'oppose de toutes ses forces aux travailleurs, qui laisse s'exprimer les fascistes et les réactionnaires.

Théatre

A Lyon, les pratiques d'un metteur en scène

A la recherche d'un fauteuil et d'une renommée

André Ligeon-Ligeonnet, jeune metteur en scène possédant le «Théâtre du Gueux» à Lyon, vient de monter la pièce «Macbeth dans le château d'une de ses relations.

Vu les 90 % de chômeurs dans la profession de comédiens et vu que ce sont les femmes les plus touchées, Ligeon-Ligeonnet, en payant les comédiennes 2 000F pour 14 semaines de travail à raison de 14 heures par jour, réalise ainsi une excellente affaire.

Les comédiennes n'ont pas de contrat de travail et les rapports que ce petit coq ambitieux entretient avec elles sont purement fascistes.

En plus de leur travail de comédiennes, elles sont metteurs en scène, régisseurs, costumières, femmes de ménage, cuisinières et colleuses d'affiches. Et pourtant tout le «mérite» revient à ce minable dont tout le «génie» consiste à faire travailler le moins de gens possible au meilleur rendement.

D'ailleurs la presse et les critiques bourgeois ne s'y trompent pas en lui décernant des éloges. Pensez-donc: C'est génial de monter «Macbeth» avec des femmes uniquement !

A 50 F le place pendant 7 semaines (dont 15 jours de prolongation) et vu les salaires, le bénéfice a dû être énorme. Pour un metteur en scène qui se dit de gauche il n'hésite pas à employer les mêmes moyens que les patrons (sans doute est-ce pour la bonne cause...) : exploiter plus facilement en embauchant une main-d'œuvre bon marché.

il y a beaucoup de gens de cet acabit dans le domaine du spectacle. Ligeon-Ligeonnet ne se gêne pas pour sonner à toutes les portes pour obtenir de l'aide : le Parti socialiste puis le PSU, tout en étant soutenu par l'élu culturel de la ville de Lyon.

Non seulement il est important de dénoncer et de combattre le théâtre bourgeois mais aussi ces messieurs qui le propagent dans les théâtres dits «populaires», amis du Programme commun, ou ceux, comme Ligeon-Ligeonnet, qui n'ont qu'une idée en tête, arriver par n'importe quel moyen à un poste de prestige personnel et financier.

Ces gens-là se retrouvent souvent dans les fauteuils de direction des Maisons de la Culture ou des théâtres «populaires».

Ces théâtres ou ces maisons sont pour eux le moyen de s'enrichir et de se faire valoir en réalisant ou en faisant monter des œuvres qui servent, la plupart du temps, la bourgeoisie et propagent son idéologie. Aprés ces messieurs regrettent que les ouvriers ne s'intéressent pas au théâtre.

Oui, ils ne s'intéressent pas au théâtre bourgeois, mais par contre au théâtre populaire et révolutionnaire. Rappelons-nous le Rassemblement national ouvrier du 14 février 76...

Correspondant HR de Lyon

Du 8 au 21 décembre

FESTIVAL EISENSTEIN

au cinéma Seine, rue F. Sauton (Mo Maubert).

LUNDI : Alexandre Newski
MARDI : Le cuirassé Potemkine
MERCREDI : La grève
JEUDI : La ligne générale
VENDREDI : Octobre
SAMEDI ET DIMANCHE : Ivan le Terrible

Du lundi au vendredi, séances à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30.

Samedi et dimanche, séances à : 14 h 30, 17 h 45, 21 h 00.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES !

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).
Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

l'Humanité Rouge

Péchiney-Ugine-Kulhmann fer de lance de l'impérialisme français

PROFIT CAPITALISTE MAXIMUM ET LUTTE DE CLASSE

Aprés avoir vu de quelle manière le groupe PUK exploite férocement la classe ouvriére, de quelle manière il recherche le profit capitaliste maximum, voyons maintenant quels profits il extorque sur le dos de la classe ouvriére.

Les profits de PUK, pour rendre plus clair notre propos, évoquent l'image de l'iceberg : la partie visible (celle qui ressort des comptes du groupe) ne représente qu'une faible partie de l'ensemble ; la partie cachée est, de loin, la plus importante.

La partie visible : ce sont les dividendes distribués par PUK, dont ceux versés aux intérêts minoritaires dans les sociétés du groupe, c'est à dire à d'autres entreprises ou groupes capitalistes associés à PUK.

Évaluations des résultats du groupe PUK (en millions de francs)	1971	1972	1973
Dividendes payés aux			
— Actionnaires de PUK	200,8	201,2	205,4
— Intérêts minoritaires	45,1	41,4	51,5

La partie cachée : on peut la décomposer en 2 parts.

— L'une qui revient à PUK lui-même. Elle est constituée de masse d'argent, dégagée du processus de production, que le groupe garde pour lui (autofinancement) et qu'il a la possibilité de ne pas faire apparaitre dans ses comptes comme bénéfice. Ce sont les provisions qui sont censées compenser une perte et les amortissements qui sont censés compenser l'usure des équipements et des matériels. PUK se sert largement du poste-amortissement (679 à 780 millions pour les années récentes), plus modérément du poste-provision (35 à 85 millions).

— L'autre qui revient aux groupes capitalistes bancaires.
Ce sont des groupes financiers et bancaires auprés de qui PUK s'est endetté et à qui il verse des «charges financiéres» (autour de 700 millions par an).

A cela il faudrait ajouter bien plus :

— La part des impôts sur les bénéfices qui, par le biais de l'avoir fiscal, bénéfice aux actionnaires (entreprises ou particuliers). Car les gouvernements de la Ve République ont mis en place un système d'imposition qui permet aux grands groupes de mettre leur profit largement à l'abri de l'impôt sur les bénéfices.

— Une partie du profit éparpillé dans le grand flot des frais généraux et même jusque dans les salaires, par exemple ceux des directeurs et PDG : ces salaires atteignent prés de 500 000 F par an, pour les dix plus élevés (plus de 4 millions anciens francs par mois) et ce ne sont pas leurs seuls revenus !

L'ensemble de l'iceberg dépasse donc largement les 2 milliards de francs lourds. Conclusion : la partie visible ne représente environ que le dixiéme de l'ensemble.

Telle est la part de valeur produite par les travailleurs de PUK que s'approprie le capital financier pour accroitre et étendre sa puissance, sur le dos de la classe ouvriére.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Face à cette exploitation et oppression, les travailleurs de PUK n'ont jamais cessé leur combat contre le système capitaliste et le patronat de choc qu'est PUK. Les grèves ont été nombreuses depuis la constitution du groupe. La plus importante depuis celle de la constitution du groupe a été celle de Noguéres en juin 1973, qui duré 54 jours. La direction n'a cédé sous aucun prétexte aux exigences des travailleurs :

— extension des congés payés (24 jours ouvrables) ; le 13e mois pour tout le personnel ; le garantie de rémunération et de coefficient aux travailleurs handicapés par l'exercice de leur travail ; les classifications (revalorisation de 35 points des classifications pour les ouvriers d'entretien, et de 10-15-20 points pour les OS).

Par la suite, les 3 premiéres exigences ont été satisfaites. La derniére, aucunement. PUK a préféré perdre 70 millions de francs (le coût de la grève), à cause de l'arrêt des cuves de fabrication d'aluminium (décidée par la direction) : une somme qui aurait permis d'augmenter ce même personnel de 20 % tout de suite et cela pendant 25 ans. Tout ceci pour ne pas créer un précédent dans le groupe.

Mais le bilan de la gréve a été positif au plus haut point :

«Les grévistes de Noguéres ont appris en 54 jours, sur le syndicalisme, sur PUK, la société, l'économie, la politique, les pouvoirs publics, le socialisme, etc, bien plus qu'en toute une vie d'hommes bercés par une télé engourdissante» déclare un militant syndicaliste.

Ailleurs, dans les usines de Comurhex (usine de conversion de l'uranium en métal et en hexafluorure) à Narbonne-Malvesi, des gréves ont éclaté en 1962, 65, 67, 68, 70, 72 et 74, ayant toujours pour objet les conditions et la durée de travail, les réductions d'horaire et l'amélioration de la sécurité. Les gréves sont généralement longues et dures.

La gréve des Forges de Crans d'Annecy, en avril-mai 1972 est menée par les 18 ouvriers de l'atelier de laquage d'aluminium. Aprés approbation générale, le mouvement est lancé. Ceux qui travaillent se cotisent pour aider les grévistes. Outre les augmentations de salaires, l'amélioration des régimes d'assurance-maladie et la réduction des horaires, les grévistes demandent un plan anti-pollution.

Le 17 avril 1973 une gréve éclate sur le bassin de la bauxite de Brignoles dans le Var ; celle-ci porte sur deux aspects principaux : le premier concerne le resserrement des écarts hiérarchiques, la revalorisation des bas salaires et les qualifications ; le deuxième sur la fermeture du bassin. Car à courte échéance, la bauxite française sera remplacée par celle moins coûteuse de Guinée, ce qui entraine donc la fermeture de l'usine de Brignolles dans les années 80.

Et tant d'autres... Aussi parmi les luttes les plus combatives, nous pouvons dégager plusieurs dominantes :

— face à un patronat de choc, les travailleurs font des gréves longues et dures. Les luttes contre les classifications et la hiérarchie des salaires, les amènent, même s'ils n'en ont pas encore clairement conscience, à lutter contre la politique réactionnaire du PCF qui tend à favoriser ces écarts.

Ainsi, la lutte contre le système capitaliste est étroitement et nécessairement liée à la lutte contre le révisionnisme moderne.

	1971	1972	1973
1 Bénéfice net total de PUK	308,1	273,4	365,3
2 (Pertes extraordinaires)	-	(42,7)	-
3 (Parts des tiers dans les bénéfices des sociétés intégrés du groupe)	(97,2)	(79,6)	(120,2)
4 Bénéfice total consolidé des sociétés intégrées du groupe(avant pertes et profits extraordinaires 1+2+3)	405,3	391,7	485,5
5 Provisions	35,6	75,9	85,0
6 Amortissements	669,0	696,9	777,2
7 Charges financières	659,5	702,6	764,4
RESULTATS BRUTS DEGAGES DE LA PRODUCTION DES SOCIETES INTEGRES DU GROUPE (4+5+6+7)	1769,4°	1867,1°	2112,1°
Profits selon le groupe	1114	1055	1302

(ligne marquée ° :ce chiffre seul n'est pas publié par PUK

LE TRAVAIL DE SAPE DES REVISIONNISTES

Les révisionnistes sont les représentants de la bourgeoisie dans la classe ouvriére, un détachement special de l'impérialisme. Pour concrétiser cet aspect, nous reprenons un tract des marxistes-léninistes de Pierre-Bénite (PCUK Lyon) :

«La crise du monde capitaliste a donné l'occasion à PUK, pour sa branche chimie, d'une vaste offensive anti-ouvriére dans le but de restructurer le trust. Face à cette offensive, qu'ont fait les directions syndicales révisionnistes et réformistes ? Rien, sinon caser leurs journées d'action bidon à un rythme plus grand (15 en 1975, 7 au début de cette année). Une manifestation d'enterrement eut lieu devant le siége de PUK où les bonzes s'opposérent à l'occupation par les travailleurs.

En novembre 74, l'usine de Pierre-Bénite (2 000 travailleurs) s'était engagée dans une gréve reconductible avec une trés forte participation. Un boycottage systématique de l'information avait eû lieu alors que de nombreuses conditions étaient réunies (combativité, volonté de lutter tous ensemble et en même temps) pour enclancher une lutte contre le trust dans la branche chimie. La tactique des révisionnistes fut de développer un courant défaitiste chez les travailleurs de Pierre-Bénite aprés avoir été obligés de suivre la gréve avec occupation pour ne pas se démasquer.

Les marxistes-léninistes de PUK, ont tenté de toutes leurs forces de s'opposer à cette trahison.

Un secteur de l'usine d'Yvours prit publiquement position en affichant un texte qui stigmatisait la trahison des révisionnistes.

Ce même secteur mena une lutte limitée, mais extrémement significative :

«Les travailleurs du labo avaient engagé résolument la lutte dans l'unité pour obtenir la garantie d'un coefficient minimum d'embauche (K : 200).

Depuis le 13 mars, en refusant de faire les analyses spécifiques d'une nouvelle fabrication en cours de démarrage, ils ont bloqué la production d'un nouvel atelier. Ainsi ils ont tenté d'établir un rapport de force pour faire céder le patron.

S'érigeant comme les seuls maitres de leur action, les travailleurs se sont aperçu rapidement que cela ne convenait pas aux dirigeants révisionnistes du PCF qui contrôlent le syndicat CGT.

En effet, ceux-ci ont tout fait pour amener les travailleurs sur des positions de collaboration de classe, en exerçant des pressions pour qu'ils acceptent un accord bidon. Par exemple : ils ont poussé les travailleurs à rencontrer le patron pour négocier ... Evidemment, celui-ci n'avait rien dans sa «serviette» sinon des menaces !

Le 27 mars, les révisionnistes se sont démasqués un peu plus en refusant systématiquement la signature de la CGT au bas d'un tract élaboré par les travailleurs du labo eux-mêmes !

Et grâce encore à leur implantation dans l'usine, les révisionnistes ont réussi à isoler le secteur labo de l'ensemble de la boite, par un travail de sape forcené, digne de la CFT, jetant le trouble chez de nombreux travailleurs.

Furieux de la victoire des travailleurs, les révisionnistes du PCF et les réformistes du PS, sous l'étiquette CGT, sortirent un tract calomnieux. Déjà, par un sinistre marchandage avec un militant du PS contre un délégué marxiste-léniniste, ils avaient refusé de représenter ce dernier aux élections de délégués du personnel. Cette mesure antidémocratique avait soulevé l'indignation de tous ses camarades de travail qui ont envahi le local CGT, exigeant le maintien de leur délégué et le renouvellement de sa candidature. Les dirigeants révisionnistes se sont démasqués un peu plus en refusant de se soumettre à la volonté des travailleurs. Cela fut sanctionné aux élections par de nombreuses ratures sur les candidats du PCF et du PS».

(à suivre).

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976